

	<h2>Compte Rendu</h2> <p>Réunion du Conseil Municipal</p>	<p>Réunion du : 10 décembre 2015</p> <p>Auteur du relevé : André ZAVAN</p> <p>Version du : 14 décembre 2015</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Date et heure de la réunion : jeudi 10 décembre 2015 à 20h00.
Convocation adressée le 04 décembre 2015.

Membres présents (14) : M. CAPURON, M. ZAVAN, M. RUDELIN, Mme BELUGUE, Mme DUMAREAU, M. VILLERMET, M. BLANCHER, M. BEAUDEAU, Mme BONPAIN, M. DEPEUX, Mme FERNANDES, M. GUERINET, Mme POISSON, Mme RIBEYROL.
Membres absents excusés (3) : Mme GUITTON, Mme PIMPAUD, M. FAVIER
Pouvoirs (2) : Mme BETHOULE a donné pouvoir à Mme BELUGUE.
M. HIRT a donné pouvoir à M. VILLERMET.

Ordre du jour de la réunion :

Points de l'ordre du jour	Discussions	Résultats (scrutin, vote)
<p>1- - Approbation du compte rendu du précédent Conseil Municipal. - Adoption de l'ordre du jour.</p> <p>2 – Renouvellement contrat CAE/CUI.</p> <p>3 - Assurance statutaire du</p>	<p><i>Monsieur le Maire ouvre la séance en proposant aux membres du Conseil Municipal de rajouter le point suivant en Questions diverses de l'ordre du jour :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des emplois ouvrant droit au paiement des heures supplémentaires. <p>Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que le contrat CAE/CUI de Madame RONDONNIER Stéphanie arrive à son terme au 31 Janvier 2016, que cet agent donne toute satisfaction dans la collectivité et qu'il est nécessaire de renouveler son contrat pour des raisons de service. Par ailleurs, <i>Pôle Emploi</i> accepte le renouvellement de ce contrat pour une durée de 1 an.</p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les</p>	<p>Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité la modification de l'ordre du jour proposée par Monsieur le Maire.</p> <p>Le Conseil Municipal</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approuve à l'unanimité le compte rendu de la précédente réunion du Conseil Municipal et • Adopte le nouvel ordre du jour <p>Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorise Monsieur le Maire à procéder au renouvellement du contrat CUI/CAE de Madame RONDONNIER Stéphanie du 01 Février 2016 au 31 Janvier 2017 pour une durée hebdomadaire de 35 heures. • Autorise Monsieur le Maire à procéder à toutes démarches correspondantes à cette affaire et à signer tous documents nécessaires. <p>Le Conseil Municipal, après avoir</p>

<p>personnel.</p>	<p>contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer pour les risques demeurant à sa charge.</p>	<p>pris connaissance du contrat adressé par CNP Assurances, après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorise Monsieur le Maire ou à défaut son adjoint à signer les contrats CNP Assurances pour l'année 2016. • Autorise Monsieur le Maire à signer tout document utile en la matière.
<p>4 - Adhésion au Comité Départemental d'Action Sociale (CDAS).</p>	<p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la création en date du 25 février 1992 d'un COMITE DEPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE de la Fonction Publique Territoriale placé auprès du Centre de Gestion et demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer sur le renouvellement de l'adhésion de la commune au CDAS.</p>	<p>Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décide de renouveler l'adhésion de la commune au Centre Départemental d'Action Sociale, • S'engage à inscrire au budget le montant de la cotisation et • Autorise Monsieur le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour cette adhésion.
<p>5 - Convention Informatique avec l'Agence Technique Départementale (ATD).</p>	<p>Monsieur le Maire informe que l'Agence Technique Départementale de la Dordogne propose une convention informatique dans le cadre de la formation et de l'assistance aux progiciels « e.magnus » nécessaires à la gestion de la collectivité.</p> <p>Conformément au protocole d'accord avec Berger-Levrault, l'Agence Technique Départementale s'engage à assurer à la collectivité les prestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation des progiciels • Formation à l'utilisation des progiciels • Paramétrage au démarrage • Assistance de 1^{er} niveau à l'exploitation • Mises à jour <p>La participation financière de la collectivité pour la formation et l'assistance à l'ensemble des progiciels « e.magnus » est reconduite à 1 074 € pour l'année 2016 .</p>	<p>Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accepte de passer convention avec l'Agence Technique Départementale de la Dordogne, • Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.
<p>6 – Mise en œuvre du droit de préemption urbain pour l'acquisition partielle d'une parcelle.</p>	<p>Monsieur le Maire explique que la commune de Cours-de-Pile a reçu le 18 novembre 2015 une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente d'une parcelle située dans le bourg et cadastrée AV 96 d'une superficie de 1952 m2, appartenant aux consorts CLARY.</p> <p>Il précise qu'à la suite de la création de la communauté d'Agglomération Bergeracoise (CAB) au 1^{er} janvier 2013 et modification des statuts avec, notamment la compétence planification urbaine, c'est désormais cette dernière qui est compétence depuis la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour exercer le droit de préemption urbain (DPU) avec la possibilité pour celle-ci, si elle le souhaite, par l'intermédiaire de son Président ayant reçu délégation, de déléguer ce droit à une commune qui le</p>	<p>Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L 5211-9, Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 211-2, L213-3, L 213-2-1, Vu la Loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, Vu la délibération du conseil communautaire en date du 22 septembre 2014 instituant un droit de préemption urbain (DPU) en zone U et AU des communes de la CAB, et en particulier sur une partie du territoire de la commune de Cours de Pile, Vu la délibération précitée du 22 septembre 2014 donnant délégation à M. le Président de la CAB d'exercer le dit PLU, Vu l'arrêté de subdélégation du 08 décembre</p>

	<p>demande à l'occasion de l'aliénation d'un bien.</p> <p>Compte tenu de la situation de cette parcelle dans le bourg et de l'intérêt que celle-ci présente pour le développement des orientations municipales, la commune a demandé à la communauté d'agglomération de lui subdéléguer ce droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de cette parcelle en vue de sécuriser la sortie des ateliers municipaux par la route du Coustinet et de relier les différents bâtiments communaux par un cheminement doux.</p>	<p>2015 du Président de la CAB à la commune de Cours de Pile donné à l'occasion de l'aliénation de ce bien,</p> <p>Vu la déclaration d'aliéner n° 2414015C0017 reçu le 18 novembre 2015 adressée par Me POTVIN, Notaire domicilié 1 Place du Marché 24520 Mouleydier, et reçue le 23 novembre 2015 par la CAB pour la cession de la parcelle AV 96 appartenant à l'indivision CLARY,</p> <p>Considérant que la parcelle AV 96 est située dans le champ d'application du droit de préemption urbain (DPU) en zone UA au PLU de la commune,</p> <p>Considérant qu'en application de l'article L213-2-1 du Code de l'Urbanisme, il s'agit du droit de préemption partiel, c'est-à-dire la possibilité de ne préempter que sur une partie de l'unité foncière de la parcelle AV 96 comprise dans le DPU soit environ 320 m² étant entendu que dans les deux mois de la décision de préemption, les propriétaires vendeurs sont en mesure de mettre en œuvre leur droit de réquisition d'emprise totale sur l'ensemble du bien ,et en particulier la partie hors du champ d'application du droit de préemption urbain (DPU),</p> <p>Vu l'estimation du service France Domaines en date du 11 décembre 2015 portant la valeur à 6 € le m² HT,</p> <p>Considérant que la commune souhaite acquérir une partie de ce terrain pour réaliser une nouvelle sortie sécurisée pour les engins des ateliers municipaux et créer une voie piétonne et cyclable permettant de relier les différents bâtiments communaux (école, médiathèque, futur centre de loisirs...) dans le cadre de son futur projet d'aménagement du bourg,</p> <p>Considérant que ce projet d'intérêt public répond aux objectifs de l'article L 300-1 du code de l'Urbanisme,</p> <p>Considérant que la proposition des consorts CLARY faite sur la D.I.A. est sensiblement équivalente à l'estimation faite par le service France Domaines,</p> <p>après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décide d'acquérir par voie de préemption urbain partiel, environ 320 m², sur la base de la proposition faite par les consorts CLARY au m², • Prend en compte la possibilité pour les propriétaires vendeurs, <ul style="list-style-type: none"> -soit de renoncer à la vente du fait de son silence pendant un délai de 2 mois à compter la notification de la délibération de préemption, -soit de mettre en œuvre, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la délibération précitée, son droit de réquisition
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>7 – Redevance d'Occupation du</p>	<p>Monsieur le Maire rappelle que conformément au décret</p>	<p>d'emprise totale sur l'ensemble du bien à savoir la parcelle AV 96 située en zone UA au PLU, -soit en cas de contestation explicite du prix par la commune de demander, dans le délai de 2 mois susvisé, à la faire fixer par le juge de l'expropriation près le TGI compétent,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Monsieur le Maire et son conseil municipal et Monsieur le comptable public, responsable du centre des finances publiques de Bergerac sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération qui prendra effet après notification au notaire du propriétaire vendeur, affichage pendant un mois en mairie et au siège de la CAB ainsi que transmission à la Sous-Préfecture de Bergerac. • En conséquence, notification par Lettre recommandée avec AR ou remise en main propre sera faite : <ul style="list-style-type: none"> -au notaire du vendeur : Maître POTVIN Notaire, 1 place du Marché BP 9 24520 Mouleydier, -aux candidats acquéreurs M. ROY Andrew et Mme GEY Bérénice 56 rte du Coustinet 24520 Cours-de-Pile, -aux conjoints CLARY dont les adresses sont fixées dans l'annexe de la D.I.A. <p>La présente décision de préemption peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.</p> <p>Le Conseil Municipal,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décide que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la collectivité sur la partie aliénée énoncée ci-dessus. • Autorise M. le Maire à signer tous les documents utiles en la matière.
------------------------------------------	--------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Domaine Public (RODP) 2015 - ORANGE</p>	<p>n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 définissant les modalités en matière tarifaire, les RODP sont révisées au 1^{er} janvier de chaque année. Concernant l'opérateur téléphonique « ORANGE » Monsieur le Maire propose d'appliquer les taux maximum, soit :</p> <p>Utilisation des artères aériennes : 53.66 € le km Utilisation des artères en sous-sol : 40.25 € le km Emprise au sol : 26.83 € le m2 Pour l'année 2015, la redevance se calcule comme suit : Artères aériennes : 53.66 x 12.73 kms = 683.09 € Artères en sous-sol : 40.25 x 37.283 kms = 1500.64 € Emprise au sol : 26.83 x 1m2 = 26.83 € Soit un total de 2210.56 €</p>	<p>Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décide d'appliquer les taux maximum pour la RODP 2015 ORANGE, soit un total de redevances de 2210.56 €, • Autorise M. le Maire à signer tous les documents utiles en la matière.
<p>8 – Questions diverses. 8 – 1 - Liste des emplois ouvrant droit au paiement des heures supplémentaires.</p>	<p>Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'en application du décret n°2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, il est nécessaire de définir la liste des emplois ouvrant droits au paiement des heures supplémentaires dans la collectivité. Monsieur le Maire propose d'ouvrir ce droit à l'ensemble des services de la commune soit :</p> <p>Les emplois du service technique Les emplois du service administratif Les emplois du service social.</p>	<p>Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accepte d'ouvrir le droit au paiement des heures supplémentaires à l'ensemble des services de la collectivité soit : les emplois du service technique, administratif et social. • Autorise Monsieur le Maire ou à défaut son adjoint à procéder à toutes démarches correspondantes à cette affaire et à signer tous documents nécessaires.
<p>8 – 2 – Autres points.</p>	<p>➤ <i>Didier RUDELIN :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Assainissement : les travaux de rehausses des tabourets, Route des Rivachauds, ont commencé <p>➤ <i>Annie DUMAREAU:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Marché de Noël : bonne manifestation conviviale qui s'est déroulée dans de bonnes conditions. À noter un petit incident avec un exposant et lié à la sécurité dans la salle des Fêtes. <p>➤ <i>Pierre BEAUDEAU</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Subventions : Concernant le point n° 4 – 2 (<i>Budget de la commune- Décision modificative n° 4</i>) de la précédente réunion du Conseil Municipal (19 novembre 2015), M. BEAUDEAU souhaite que soit précisé le détail de la subvention attribuée à l'association <i>Vélo Passion Cours de Pile</i> afin d'éviter toute confusion et mauvaise interprétation. <p><i>Monsieur le Maire rappelle donc que le montant total de 800 € se décompose comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 500 € de subvention pour l'année 2014 et qui n'avait pas été versés, • 300 € de subvention pour l'année 2015. 	

	<p>➤ <i>André ZAVAN :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Frelons asiatiques : rencontre avec deux habitants de la commune soucieux du fléau que représentent ces prédateurs d'abeilles. <ul style="list-style-type: none"> - Projet de communication d'informations par le biais du Bulletin Municipal et du site Internet de la Mairie (pièges, destruction des nids, etc.). - Projet de mutualisation des actions de lutte et destruction des nids au travers d'associations existantes ou à créer (en partenariat financier avec les communes et/ou la CAB). <p><i>A suivre.</i></p> <p>L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h45.</p>	<p>Le Conseil Municipal prend acte des différents points abordés.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------

La date de la prochaine réunion du Conseil Municipal n'a pas été fixée.